

**CONTRIBUTION à L'ANALYSE DU KSČM  
PAR L'APPROCHE FONCTIONNALISTE:  
LA FONCTION «TRIBUNICIENNE»**

---

MICHEL PEROTTINO

Comment expliquer la présence d'une formation politique telle qu'un parti communiste dans le cadre pluraliste? C'est apparemment une question qui traverse de nombreux esprits, en particulier en Europe centrale et orientale, notamment en République tchèque. Il semblait que la chute des systèmes de type soviétique devait entraîner à plus ou moins court terme leur disparition, soit par adaptation (mutation plus ou moins formelle en parti social-démocrate) soit par disparition pure et simple, d'autant plus que la nouvelle voie (démocratie pluraliste et économie de marché) semblait s'imposer sans concurrent valable. Pourtant, non seulement le parti communiste tchèque n'a pas disparu, mais au contraire, il semble se renforcer.

La spécificité du mouvement communiste tchèque représenté par le KSČM\* est nette lorsqu'il s'agit d'une comparaison entre les différentes formations anciennement au pouvoir en Europe centrale et orientale. Cette spécificité est encore plus évidente lorsqu'il s'agit de l'aborder sous un angle encore plus large, sous l'angle européen. Il nous faut pourtant dépasser cette première constatation, et tenter d'apporter quelques éclairages nouveaux qui permettraient d'expliquer pourquoi ce parti résiste aussi bien à l'érosion du temps et des idéologies.

Concevoir le parti communiste comme une simple survivance du passé est une erreur qui explique le désarroi qui aujourd'hui traverse une partie de la société tchèque. C'est à ce type de problématique que nous nous

---

\* KSČM = Komunistická strana Čech a Moravy (Parti Communiste de Bohême et de Moravie).

proposons d'apporter quelques réflexions en nous appuyant sur la modélisation opérée par le politiste français Georges Lavau, spécialiste du Parti communiste français (PCF).

Etudiant le PCF, Georges Lavau avait dégagé un concept qui nous semble être intéressant à utiliser pour ce qui est de la formation tchèque analogue: la *fonction tribunicienne* du PCF. Nous allons voir d'abord de quoi il s'agit, mais il convient de souligner que notre présente contribution au débat sur le KSČM et sur sa place dans le système politique n'est pas une étude sur la fonction tribunicienne du KSČM. Tout au plus s'agit-il d'une réflexion permettant éventuellement d'élargir les termes du débat actuel, par la présentation d'hypothèses qui nous semblent mériter quelque attention.

Georges Lavau a expliqué sa conception notamment dans un article intitulé « Le Parti communiste dans le système français » paru en 1969<sup>1</sup>. Spécialiste du mouvement communiste en France, cet auteur a beaucoup publié sur cette question, mais ses ouvrages restent peu connus en République tchèque. Il convient tout d'abord de définir ce qu'est cette fonction tribunicienne, en particulier appliquée au PCF. Si cette conceptualisation connaît certaines limites<sup>2</sup>, elle n'en demeure pas moins utile voire nécessaire pour apporter un éclairage nouveau, qui pourrait être appliqué à d'autres expériences.

Le PCF a longtemps constitué un problème d'importance tant pour les analystes politiques, que pour le système politique dans son ensemble. Comment expliquer la présence d'un tel parti politique semblant avoir pour objectif la destruction du système dans lequel il évoluait? Comment un parti communiste, avec ses objectifs et ses moyens propres pouvait être entendu et quelles réponses devaient être données aux problèmes que sa présence posait? C'est surtout après la Seconde guerre mondiale que ces questionnements multiples se sont posés, au regard en particulier de la situation internationale et de la perspective de voir se mettre en place une démocratie populaire à la française. Ce n'est en fait qu'après l'arrivée au pouvoir de François Mitterrand en 1981 que la situation s'est nettement stabilisée, suite à un reflux du poids électoral du PCF. Rappelons par ailleurs que la présence d'un parti communiste fort a longtemps constitué une des explications à la culture politique confrontationnelle supposée de

---

<sup>1</sup> «Le Parti communiste dans le système français» in *Le communisme en France*, Cahiers de la Fondation nationale des sciences politiques, Armand Colin 1969, p. 7-73.

<sup>2</sup> Dégagées en particulier par Annie Kriegel.

la France. C'est notamment contre ce type d'idées qu'est apparue la conception d'une fonction tribunicienne.

Situé dans le cadre d'une approche fonctionnaliste, Georges Lavau commençait ses réflexions en expliquant et en définissant tout d'abord comment un parti peut être considéré comme *contribuant* au système politique (l'auteur s'appuie sur la définition du système politique donnée par David Easton). Les partis politiques intervenant dans le cadre d'un système politique peuvent remplir plusieurs fonctions: la fonction de mise en forme des demandes, la fonction de soutien ou d'opposition, la fonction de médiation public-autorités, la fonction de sélection et de contrôle des autorités, la fonction d'élaboration des décisions et des actions et enfin la fonction d'interprète des décisions et des actions. La réalisation de ces différentes fonctions conduit à considérer que le parti observé *contribue à la persistance et à l'adaptation du système politique*. Un parti qui ne réalise pas ces fonctions fait partie du système mais son apport est négatif, il affaiblit éventuellement le système et il peut mener à sa destruction.

Au delà du principe de la contribution, Georges Lavau s'est appuyé sur les travaux de Theodore Lowi qui distinguait deux types de partis, une dichotomie fondée sur les fonctions latentes (constituante et programmatique) que remplissent les partis politiques. Le politiste français s'en est inspiré pour la compléter par la fonction tribunicienne. Il distingua ainsi trois fonctions des partis politiques: la fonction de légitimation et de stabilisation, la fonction de relève politique et enfin la fonction tribunicienne.

Georges Lavau définissait cette dernière comme étant la fonction qui consiste à «organiser et à défendre des catégories sociales plébéiennes ... et à leur donner un sentiment de force et de confiance»<sup>3</sup>. Le renvoi aux fonctions et aux pratiques du tribun de la plèbe sous la République romaine est une idée riche en ce qu'elle peut nous permettre de comprendre certains phénomènes autrement difficiles à saisir. La notion de plèbe est assez éloquente, et elle permet d'éviter d'utiliser un vocabulaire trop usé à force d'être politisé ou trop restreint (classe sociale, prolétariat, etc.). Chez Georges Lavau ces «catégories sociales plébéiennes» sont des catégories sociales «exclues ou se sentant exclues des processus de participation au système politique, comme d'ailleurs du bénéfice du système économique et du système culturel»<sup>4</sup>. Sans doute touchons nous ici un

---

<sup>3</sup> Ibid. p 18.

<sup>4</sup> Ibidem.

problème complexe, celui des représentations qu'ont d'eux mêmes et de ceux qu'ils considèrent comme étant leur porte parole lesdites catégories sociales. Car au delà des activités de ce type de parti (programme et action), ce qui importe véritablement, c'est l'image qu'en ont ces catégories plébéiennes, le sentiment d'être représentées de manière efficace (de la manière la plus efficace).

En pratique, la défense des catégories sociales «plébéiennes» implique un programme politique, un discours et une action tournés vers des thèmes pouvant paraître démagogiques tant ils sont en contradiction avec le «réalisme» ou le «pragmatisme» gouvernemental. C'est justement en cela que la fonction prend toute son importance: aucun autre parti politique, parce qu'il a en perspective réelle de participer au gouvernement, ne peut jouer dans ce registre (indépendamment d'autres intérêts). Cette défense des exclus, cette protection des faibles, et surtout le sentiment de ceux-ci d'être représentés (d'être enfin représentés) constitue la base même de la fonction tribunicienne. Cela implique qu'un parti réalisant cette fonction n'existe qu'autant qu'existe une demande, un besoin. Ce besoin est celui de la «Plèbe», mais celle-ci peut mettre en œuvre d'autres modes d'action, y compris la violence. Aussi, l'autre élément qui a besoin de ce type de parti, c'est la société dans son ensemble, et surtout le système politique, qui ne réussit pas à résoudre ses contradictions internes. En outre, il faut également souligner que cette fonction, et les effets qu'elle induit, ne peuvent se réaliser que dans un certain cadre. En fait, il s'agit d'une fonction conditionnée.

Pour que cette fonction soit réalisable, encore faut-il que soient remplies trois conditions préalables. La première condition est celle de l'existence de «groupes sociaux suffisamment importants et homogènes, mal intégrés à la fois au système social, au système culturel et au système politique, placés en position d'infériorité permanente par rapport aux mécanismes d'accès à la représentation politique.» Ensuite, il faut que le système politique dans lequel ce parti intervient reconnaisse ou au moins tolère ce type de fonction. Enfin, ces groupes sociaux en position d'infériorité doivent avoir la volonté de se défendre sans pour autant tendre vers des activités de type révolutionnaire.

On évite ainsi la prise en compte de groupuscules qui ont une autre dimension et une autre légitimité. D'autre part est soulignée la possibilité d'une opposition et sa reconnaissance par les institutions, même s'il ne s'agit que d'une reconnaissance en «néгатif» par l'absence d'interdiction. Ce n'est qu'autant que ces quelques points sont respectés qu'il est possible de

parler d'un parti réalisant une fonction tribunicienne. Mais il faut préciser que cette fonction ne se réalise de manière exclusive à d'autres fonctions.

Pour ce qui est de la fonction de légitimation, Georges Lavau précisait qu'«on peut émettre l'hypothèse qu'en fait le parti communiste a capté, régularisé et socialisé cette marge de protestataires divagants qui existe dans toute société».

Ne serait-ce que par-là, en politisant une protestation instable et en ordonnant une violence latente, il exerce une fonction de légitimation et de stabilisation du système politique». Cette réflexion s'appuyait cependant sur l'ambiguïté de la position du PCF. En pratique, selon Lavau, cela se traduisait d'une part par l'effacement de la double allégeance nationale-internationale au profit de la première (c'est sans doute encore plus vrai aujourd'hui). D'autre part il soulignait que le parti distinguait assez nettement entre le régime politique d'un côté<sup>5</sup> et le régime économique et social. Ce phénomène prend une dimension particulièrement forte sur le plan local. Enfin, pour ce qui est de la légitimité que le parti communiste reconnaissait aux «autorités»<sup>6</sup>, la situation était évolutive, marquée par la prudence du parti et par ses objectifs stratégiques ou simplement tactiques.

La dernière fonction dite de «relève politique» renvoi en particulier à la programmation du parti<sup>7</sup>. Force est alors de constater que la fonction tribunicienne conduit le parti à choisir «attentivement les injustices qui sont électoralement exploitables». Sur ce plan, le parti s'avère également très souvent figé.

La fonction tribunicienne n'est pas forcément une fonction dévolue au PCF. En effet, selon Georges Lavau, un parti non communiste peut être amené à l'exercer. Inversement, tout parti communiste ne remplit pas forcément cette fonction tribunicienne. Il faut donc confronter la théorie de la fonction tribunicienne à la pratique. Georges Lavau se défendait de manière préalable face à une accusation éventuelle d'une catégorisation limitée de fait au PCF (qui plus est à certaines époques seulement).

---

<sup>5</sup> Le parti, disait-il, «semble, comme bien d'autres partis politiques, adhérer à un noyau de normes politiques qui constituent le dénominateur commun de toutes les démocraties occidentales modernes.» Ibid. p 49.

<sup>6</sup> C'est-à-dire dans l'approche de Lavau les «occupants des rôles gouvernementaux, les dirigeants des grands appareils politiques, les hauts fonctionnaires... les dirigeants de la classe bourgeoise capitaliste, les monopoles.»

<sup>7</sup> Voir notre article : «Un visage pratique du 'néocommunisme tchèque': la propagande électorale du Parti communiste de Bohême et de Moravie depuis 1990», in *Revue d'Etudes Comparatives Est-Ouest* 2000/3, pp. 43-68.

Conséquence des conditions que nous avons mentionné plus haut, c'est sans doute plus la théorie marxiste-léniniste du parti<sup>8</sup> qui risque de faire sortir le parti de cette fonction tribunicienne. C'est la sortie effective en pratique de ce modèle du parti révolutionnaire qui autorise le classement du parti communiste parmi les partis réalisant cette fonction tribunicienne. Notons que cette sortie du modèle léniniste peut être récusée par les communistes. D'autre part un parti communiste (notamment le PCF) est marqué par des évolutions qui peuvent le faire s'éloigner plus ou moins du modèle original ou souhaité.

Selon Georges Lavau, la fonction tribunicienne «constitue quand même, par essence, une sorte de correctif à l'incapacité d'exercer le pouvoir». Or le parti aspire à participer du pouvoir, et ses efforts pour aller dans ce sens sont notables. Cette volonté ne s'est pourtant réalisée qu'après l'arrivée au pouvoir du candidat de la gauche unie, François Mitterrand en 1981 (à l'exception de quelques mois après la guerre jusqu'en 1947). L'expérience a été rééditée après les élections législatives anticipées de 1997. La chute électorale du PCF, phénomène complexe, trahit également ces contradictions dans les logiques d'action du PCF. L'arrivée au pouvoir, fut-ce un passage assez bref, combinée très certainement avec d'autres phénomènes (peut-être l'usure même de la fonction) conduit à une atténuation de cette fonction. Ce que l'on pourrait appeler la «responsabilisation» de l'activité du parti (les concessions consenties pour accéder au pouvoir et pour y rester) conduit à rendre la réalisation de la fonction tribunicienne difficile. D'où peut-être le transfert actuel de celle-ci vers des groupements concurrents (Lutte ouvrière et Ligue communiste révolutionnaire).

La valeur heuristique du concept défini par Georges Lavau reste particulièrement forte, notamment lorsqu'elle est combinée aux deux autres fonctions dégagées par cet auteur. La conception du *politiste* français a été critiquée, en particulier par une des meilleures spécialistes du communisme français, Annie Kriegel, mais elle a aussi été évoquée par des chercheurs à propos du cas tchèque<sup>9</sup>. Il convient d'essayer de l'utiliser à propos d'autres formations supposées similaires ou proches. Il nous semble que justement il serait intéressant de l'employer à propos du KSČM.

---

<sup>8</sup> Notamment telle qu'elle a été développée par Lénine dans son ouvrage *Que faire?*

<sup>9</sup> En particulier par Georges Mink, puis par Jacques Rupnik et Catherine Perron. Nous même avons évoqué cette hypothèse dans notre thèse de doctorat.

Comme dans tous les cas de reprise d'un modèle théorique, il convient d'être prudent lors de son adaptation à une réalité autre que celle prévue à l'origine. Si Georges Lavau n'a jamais limité son modèle au PCF, d'un autre côté, le parti à propos duquel Georges Lavau parlait était un parti inséré dans un environnement particulier (système pluraliste combiné avec les effets de la guerre froide).

Le développement historique des deux formations dont il est question ici est, par la force des choses, nettement distinct, même si existent des points communs non négligeables. Si, comme le soulignait Georges Lavau, le PCF disposait en son temps, même face à l'URSS, d'une position privilégiée, le KSČ était lui aussi dans une situation nettement différente de celle des autres partis communistes d'Europe centrale et orientale, voire même de l'Europe entière. D'ailleurs l'évolution de la Tchécoslovaquie fut fortement tributaire, dans l'immédiat après-guerre, de cette situation. Mais le parti auquel nous nous intéressons n'est pas le KSČ.

La principale interrogation qui vient à l'esprit quant à la reprise du modèle tribunicien porte sur les quarante années de système de type soviétique et sur la nature du Parti communiste tchèque avant et après 1989. Sa position hégémonique a profondément modifié les données du débat dans lequel nous nous plaçons. Peut-on comparer le KSČM ex-parti gouvernant avec le PCF des années 60 et 70 par le biais de cette théorie? Pour répondre à cette question, il convient de s'interroger sur les prémisses théoriques du modèle, sur les caractéristiques premières et fondamentales

Pourquoi exclure le KSČM du champs d'application de la théorie de Georges Lavau? On peut tout d'abord relever l'important problème que posent ces quarante années de pouvoir et la continuité existant entre l'ex-parti dirigeant, le KSČ et le KSČM actuel. D'autre part, cette continuité conduit-elle inexorablement à exclure le KSČM du champs opératoire de la théorie de Georges Lavau? Il nous semble que si les pouvoirs publics tchèques ne l'ont pas interdit, ils ont par la même occasion entériné sa normalité (nonobstant toutes les velléités d'interdiction).

Aborder la question du communisme tchèque sous le seul angle de son évolution idéologique, sans prendre en compte en particulier son implantation locale fournit une image partielle, pour ne pas dire déformée, d'une situation pourtant assez complexe. Il ne faut pas oublier que le KSČM, outre sa participation évidente (même si elle est a priori rejetée) et ses apports éventuels au système politique (sa «contribu-

tion»), est également un produit du milieu dans lequel il évolue. Ses efforts pour unifier la «gauche» contribuent autant à la formation du système politique tchèque et de la culture politique tchèque que les échecs consécutifs de cette volonté contribuent à l'évolution interne de ce mouvement.

Peut-on estimer, pour paraphraser Georges Lavau, que *«progressivement et en dépit de ses intentions profondes comme de ses calculs tactiques, le résultat net des actions et des attitudes du KSČM a été finalement d'apporter une contribution d'une nature particulière au fonctionnement du système politique tchèque»*?

Pour commencer, il faut tout d'abord faire quelques constats: l'époque n'est plus la même, il n'y a plus de camp socialiste, la révolution elle-même est devenue plus qu'improbable, même pour le KSČM. En d'autres termes, le KSČM est un parti «réformiste» et non plus révolutionnaire. Une dimension de la problématique telle qu'elle était perçue en France dans les années 60 et 70 n'existe plus.

Par ailleurs, et c'est là que nous revenons à la difficulté liée à l'exercice du pouvoir, c'est moins le caractère monopoliste de ce pouvoir que le simple fait d'avoir participé au pouvoir qui met en cause la possibilité d'employer la théorie de la fonction tribunicienne à propos du KSČM.

Aujourd'hui, nous savons ce qui s'est passé dans cette séquence historique et même dans la suivante. Le déclin du PCF semble aujourd'hui consommé. Mais ce n'est pas ce qui nous intéresse. Ce qu'il faut retenir ici, c'est l'usure du pouvoir. Certes, les électeurs tchèques peuvent imaginer encore aujourd'hui que le KSČM est un parti représentant une certaine forme d'alternance. Néanmoins, il ne peut comme le faisait le PCF brandir le drapeau de la révolution et s'inspirer du modèle soviétique.

Pour appliquer la théorie de Georges Lavau, il convient de prêter l'attention sur quelques problèmes:

1. est-ce que le KSČM défend les intérêts d'une «plèbe» ou, si l'on préfère des couches sociales défavorisées? Ces couches existent-elles? Dans quelle mesure le KSČM défend leurs intérêts et dans quelle mesure ces couches sociales défavorisées considèrent-elles le KSČM comme leur représentant? Pour partie, ces interrogations relèvent de l'analyse sociologique. D'ailleurs, il est notable de voir que le KSČM ne défend pas n'importe quelle catégorie sociale défavorisée en tant que telle.
2. la principale critique à laquelle se trouva confronté Georges Lavau fut celle qui prenait appui sur le caractère révolutionnaire du PCF, sur le



fait qu'il ne remplissait la «fonction tribunicienne» que d'une manière en quelque sorte accessoire. Ce fait est peut-être moins net à propos du KSČM parce qu'il n'a plus d'autre alternative idéale.

3. on pourrait imaginer qu'il faut, pour que cette fonction tribunicienne soit réalisée, un projet d'ensemble, la défense des exclus ne suffit pas à elle seule. Il faut que soit présente une autre dimension, il faut qu'existe un projet qui donne à cette masse une alternative, qui lui donne un espoir. Quel est le projet pour ce qui est du KSČM aujourd'hui? Dans le cas du PCF, la référence au modèle soviétique, aux pays dans lesquels le socialisme était déjà chose réelle, peut être considérée comme ce projet positif qui lui permettait de venir étayer sa critique de la société française. Peut-on supposer que le KSČM, successeur évident du KSČ qui a échoué dans la réalisation de son projet, puisse aujourd'hui reconstruire un contre-modèle au système actuel crédible?

Sur le plan strictement «matériel», la notion de «socialisme démocratique» constitue à elle seule une catégorie et un projet suffisamment vaste pour remplir ce rôle. En d'autre terme, la boîte à outils conceptuels et idéologiques des communistes tchèques est assez bien équipée pour opérer ce type de réorientation. Le problème est moins celui de découvrir cette alternative<sup>10</sup> que de voir comment s'opère cette relégitimation du discours communiste après l'échec de ce que certains d'entre eux appellent «protosocialisme». Pour caricaturer, les communistes affirment qu'effectivement, ce premier modèle était imparfait, qu'il s'agit d'une tragédie dont le KSČM est conscient, mais que tout le monde fait des erreurs. La suite devient logique: fort de ces erreurs, le projet actuel n'en est que meilleur. Ce qui est intéressant, c'est qu'il y a en République tchèque une dimension qui ne pouvait être présente en France dans les années 60 et 70, ce sont justement ces quarante années de socialisme et surtout l'interprétation que s'en font, ou peuvent s'en faire, les exclus d'aujourd'hui. En effet, le projet communiste actuel est fondé sur une réalité: il n'est plus nécessairement besoin de se projeter dans l'avenir. Autrement dit, pour une partie de l'électorat du KSČM cette réalité passée constitue l'élément déterminant de leur choix politique.

---

<sup>10</sup> Cette alternative n'a pas besoin d'être réaliste, comme la révolution et le communisme en France ne l'étaient pas à l'époque des succès du PCF. Peu importe si le projet et les programmes électoraux par exemples qui en sont tirés ne sont portés pas de solution concrète véritable (ce qui fait qu'une fois arrivé au pouvoir, le PCF n'a pas rempli son programme).

Cependant, il convient de souligner que les communistes affirment ne pas vouloir un retour au *statu quo ante*. Ils se légitiment au contraire par l'acceptation clamée haut et fort du pluralisme et même de certains mécanismes de l'économie de marché.

Le KSČM porte en lui le germe de la réalisation de la fonction tribunitienne. Peut-être même plus encore que le PCF à son époque parce qu'il est moins lié par des impératifs d'ordre internationaux. Il ne s'agit pour l'instant que d'une éventualité parce que ni le KSČM n'a pas encore fini sa mutation. D'ailleurs, il reste également à démontrer que le KSČ a, durant la Première république, réalisé cette fonction (Jacques Rupnik n'y répond pas dans son étude<sup>11</sup>). Lorsque Georges Lavau étudiait le PCF, il avait à sa disposition plusieurs dizaines d'années d'existence de ce parti dans le cadre pluraliste français. Aujourd'hui nous ne pouvons utiliser que les dix dernières années pour évaluer la réalisation de la fonction tribunitienne du KSČM, en plus une période d'instabilité très forte tant en personnel politique qu'en orientation idéologique.

Le PCF désirait faire la révolution et la contrôler, aujourd'hui le KSČM veut revenir au pouvoir, fut-ce un pouvoir partagé dans le cadre actuel du pluralisme politique. Le KSČM, même s'il défend ou affirme défendre les exclus de la transformation ne s'entend «que» comme un parti de gouvernement. C'est ici que les critiques de l'application de la théorie de Lavau au KSČM peuvent avoir raison: non pas pour des raisons morales, mais pour des raisons de logique de l'action politique des communistes tchèques. Contrairement à leurs homologues français, les communistes tchèques ont ce que l'ont pourrait appeler une culture de gouvernement.

Enfin, pour qu'il y ait fonction tribunitienne d'un parti politique, il faut réunir trois «ingrédients», l'un d'entre eux est l'existence d'un parti politique qui pourrait l'endosser, le second est le fonctionnement correct d'un système politique pluraliste. Le troisième élément, celui dont je ne suis pas certain qu'il soit pleinement réalisé, est l'existence d'une catégorie d'individus, cette «plèbe». Car si l'on s'attache aux catégories sociales que le KSČM s'attache à attirer, on constatera que les communistes promettent le salut à tout le monde parce que tout le monde ou presque, dans leur conception de la transformation, peut être ou est un laissé pour compte.

---

<sup>11</sup> RUPNIK Jacques (1981): *Histoire du Parti communiste tchécoslovaque*, Paris: Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques.

## Bibliographie indicative

- COURTOIS Stéphane & LAZAR Marc (2000): *Histoire du Parti communiste français*, PUF-Thémis, Paris, 480 p.
- FIALA M. (dir.) (1999a): *Politický extremismus a radikalismus v České republice* (L'extrémisme et le radicalisme politique en République tchèque), Brno: Masarykova Univerzita, 1999.
- FIALA P. (dir.) (1999b): *Komunismus v České republice* (Le communisme en République tchèque), Brno: Masarykova Univerzita.
- FIALA P. et MARE M. (1999c): «KSČM a koalice Levý blok» (le KSČM et la coalition du Bloc de Gauche), *Politologický Časopis*, n° 2, pp. 183–206.
- KRIEGL Annie & BOURGEOIS Guillaume (1985): *Les communistes français 1920–1970*, Paris: Seuil.
- LAVAU Georges (1969): «Le Parti communiste français dans le système politique français», in F. BON, M.R. FICHELET & A. LANCELOT: *Le communisme en France*, Paris: A. Colin.
- LAVAU Georges (1981): *A quoi sert le Parti communiste français*, Paris: Fayard.
- MINK Georges (1993): «Les mystères de l'acteur invisible. Remarques sur l'hypothèse du retour des communistes en Europe centrale et orientale», in *Cahiers Internationaux de Sociologie*, Vol XCV, pp. 417–433.
- PEROTTINO Michel (2000): «Un visage pratique du 'néocommunisme tchèque': la propagande électorale du Parti communiste de Bohême et de Moravie depuis 1990», in *Revue d'Etudes Comparatives Est-Ouest* 2000/3, pp. 43–68.
- RUPNIK Jacques (1981): *Histoire du Parti communiste tchécoslovaque*, Paris: Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques.
- RUPNIK J. & PERRON C. (1998): «Les singularités du Parti communiste tchèque» in HERMET G. et MARCOU L. (dir.) (1998): *Des partis comme les autres? Les anciens communistes en Europe de l'Est*, Bruxelles: Editions Complexe.